

Delémont, le 28 janvier 2025

MESSAGE RELATIF À LA REVISION PARTIELLE DE LA LOI CONCERNANT LES SUBSIDES DE FORMATION

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députées et les Députés,

Le Gouvernement vous soumet, en annexe, un projet de révision partielle de la loi concernant les subsides de formation (RSJU 416.31, ci-après la loi).

Il vous invite à l'accepter et le motive comme il suit.

I. Contexte

La proposition qui vous est soumise fait suite à la motion n° 1406 intitulée "Octroi des subsides de formation après trente-cinq ans", acceptée par le Parlement le 5 mai 2022.

Pour rappel, cette motion demande au Gouvernement de modifier les bases légales afin d'élargir l'accès aux subsides de formation, notamment les bourses d'études, à l'âge légal de la retraite.

II. Exposé du projet

1. Système actuel

Actuellement, le droit cantonal prévoit qu'aucun subside ne peut être octroyé si la personne en formation est âgée de plus de trente-cinq ans au moment du début de la formation, quarante ans en cas de reconversion professionnelle pour des raisons médicales ou pour les personnes pouvant faire valoir la tenue d'un ménage avec des mineurs durant au minimum quatre années.

2. Motion n°1406 intitulée "Octroi des subsides de formation après trente-cinq ans"

La motion demande de modifier les bases légales afin d'élargir l'accès aux subsides de formation, notamment les bourses d'études, à l'âge légal de la retraite.

Lors du traitement de la motion au Parlement, il a notamment été relevé qu'une personne qui doit ou désire faire une reconversion dans sa carrière professionnelle après trente-cinq ans ou quarante ans, se verra refuser toute entrée en matière sur l'obtention d'une bourse, quelle que soit sa situation financière. Il a été précisé que le monde professionnel est changeant, qu'il n'est pas rare à l'heure actuelle de changer de voie au cours de sa carrière, quel que soit son âge, soit par aspiration personnelle, soit par obligation professionnelle. Une limitation à trente-cinq ans va à l'encontre des

réalités des citoyens et des citoyennes et de l'économie, la formation tout au long de la vie est une réalité et la reconversion professionnelle en fait partie intégrante.

Ces arguments ont été discutés lors du débat parlementaire. Une nuance a été apportée quant à la question de l'âge limite des subsides. La motion demandait de fixer l'âge limite à l'âge légal de la retraite. Du débat, est ressorti et accepté que la limite d'âge devait être réévaluée et rediscutée lors du traitement du projet de loi. La motion a été acceptée en tenant compte de cette réserve.

3. Solutions retenues dans d'autres cantons

Au niveau suisse, la limitation des subsides relatifs à l'âge de la personne en formation est réglée comme il suit par les autres cantons :

- Limite d'âge à 35 ans : Berne, Schaffhouse
- Limite d'âge à 40 ans : Fribourg, Grisons, Uri, Zoug
- Limite d'âge à 45 ans : Glaris, Schwytz
- Limite d'âge à 50 ans : Appenzell Rhodes-Extérieures
- Limite d'âge à 54 ans : Tessin
- Durée entre la fin de formation et l'âge de la retraite égale à trois fois au moins la durée de la formation : Bâle-Campagne, Saint-Gall
- Subsides octroyés après 35 ans sous forme de prêts remboursables uniquement : Appenzell Rhodes-Intérieures, Neuchâtel, Zurich
- Aucune limite d'âge : Argovie, Genève, Obwald, Soleure, Thurgovie, Valais, Vaud.

La tendance est donc d'augmenter, voire de supprimer l'âge limite d'obtention d'une allocation de formation.

4. Solution proposée

Au vu de la motion et des débats parlementaires, il est proposé de réviser l'article 22 de la loi afin de fixer la limite d'âge pour obtenir un subside de formation à 50 ans. L'augmentation de cette limite a pour conséquence que des exceptions ne sont plus nécessaires ainsi que le prévoyait l'alinéa 2 de cet article qui doit dès lors être abrogé.

Une limite à 50 ans a été choisie car elle permet d'exercer une activité professionnelle durant au minimum 10 ans après la fin de la formation, sachant que les formations durent pour la plupart entre 2 et 4 ans. À titre d'exemple, un bachelor HES débuté à 49 ans et terminé à 52 ans permettra une activité professionnelle de 13 ans après la fin de la formation et jusqu'à l'âge de la retraite.

Il convient de relever que cette limite de 50 ans était celle déjà appliquée avant la révision de la législation en matière de subsides de formation entrée en vigueur en août 2018.

L'Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études prévoit que les cantons peuvent instituer une limite d'âge pour l'octroi des subsides, mais que cette limite ne peut être inférieure à 35 ans. Le projet de révision est donc en conformité avec cet accord.

La proposition d'une limite d'âge à 50 ans se trouve dans la « moyenne suisse ». Elle permet d'envisager le financement de formations jusqu'à un âge où l'investissement personnel et financier est encore intéressant pour poursuivre son parcours professionnel avant la retraite.

Le Gouvernement tient cependant à rappeler qu'en l'état actuel de la législation, la limite d'âge n'est pas la seule condition à l'obtention d'une bourse d'études dans le cadre d'un perfectionnement ou d'une reconversion professionnelle :

- en matière de financement des reconversions professionnelles (art. 15 de l'ordonnance concernant les subsides de formations, RSJU 416.311, ci-après l'ordonnance) : une reconversion peut être financée si celle-ci est imposée par le marché du travail, à savoir lorsque la profession exercée n'offre plus de débouchées (métier en voie de disparition), ou si celle-ci ne peut plus être exercée pour de raisons de santé ; une reconversion pour des aspirations personnelles ne peut jamais être financée.
- en matière de financement de deuxième formations au niveau tertiaire (art. 17 de l'ordonnance) : une deuxième formation de même niveau ne donne jamais lieu à un subside ; un deuxième bachelor, un deuxième master ou un diplôme ES après une formation HES ne peuvent pas être financés ;
- en matière de financement de deuxième formations au niveau secondaire II (art. 17 ordonnance) : une deuxième formation de niveau secondaire II donnant accès à un métier, à savoir un deuxième CFC ou une deuxième AFP, ne peut être financé que si l'intéressé a été au moins 6 mois au chômage avant de débiter la formation et que son indépendance financière ne paraît de ce fait pas assurée;
- en matière de calcul du subside : la situation financière des parents de la personne en formation est prise en compte quel que soit son âge et sa formation (art. 26 de l'ordonnance) ; même pour une formation débutée à 49 ans le calcul devra tenir compte d'une éventuelle participation financière des parents de la personne en formation;
- en matière de durée maximum de financement : la durée de prise en compte d'un cursus est limité à 11 ans ou 22 semestres (art. 20 de la loi) ; passée cette durée, plus aucun subside ne peut être octroyé (que les années de formation aient ou non donné lieu à une bourse par le passé) ; il n'est ainsi pas possible par exemple de financer un master universitaire après une mesure de transition, quatre ans d'apprentissage, une année pré-HES, quatre années de bachelor HES et une année de passerelle universitaire;
- en matière de montants maximaux accordés : le législateur a fixé une limite à 1'500 francs par mois pour une personne seule, à 1'800 francs par mois pour une personne mariée (plus 300 francs par enfants à charge) (art. 36 de l'ordonnance) .

Selon le Gouvernement, l'octroi d'une aide financière de la part de l'État dans le cadre des reconversions professionnelles et autres perfectionnements est une question qui peut se poser de manière légitime. Une révision approfondie de la législation en matière de subsides de formation ou un projet autonome serait toutefois nécessaire. Un élargissement du financement des reconversions professionnelles et autres perfectionnements au-delà de la notion de l'âge ne peut être mis en œuvre dans le cadre de la présente réalisation de la motion n° 1406.

III. Effets du projet

Impacts financiers

La présente modification législative engendrera une augmentation du nombre de demandes de bourse annuel estimé entre 30 et 50 dossiers par année de formation. Ce chiffre est basé sur les

réponses données par les administrés dans le cadre du questionnaire d'éligibilité de la Section des bourses, accessible sur le guichet virtuel, lequel permet de savoir combien de personnes ont obtenu un préavis négatif en raison de leur âge (120 préavis négatifs en 4 ans d'utilisation du questionnaire de 2020 à 2023, soit une moyenne de 30 par année). On peut partir du principe que ces personnes n'ont pas déposé de demande auprès de la Section des bourses au vu de ce préavis, mais sont susceptibles de le faire si la limite d'âge est modifiée. Par ailleurs, la visibilité d'un changement législatif est susceptible d'inciter les personnes à s'engager dans un processus de formation jusqu'ici non concrétisé.

Pour ce qui est des dépenses, si l'on tient compte d'un taux d'acceptation des demandes dans le canton du Jura de 54% en moyenne ces cinq dernières années (selon les statistiques internes de la Section des bourses), ainsi qu'un montant de bourse moyen de 8'000 francs (selon la statistique OFS), il est possible d'évaluer une dépense entre 130'000 et 220'000 francs par année (pour 30 à 50 dossiers déposés).

IV. Divers

L'article 24 de l'ordonnance, lequel prévoit actuellement une limite d'âge à 40 ans dans certains cas spécifiques, devra être abrogé suite à la modification de l'article 22 de la loi.

V. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement vous invite à accepter le projet de révision partielle de la loi concernant les subsides de formation qui vous est soumis.

Veuillez croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députées et Députés, à l'assurance de notre parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Martial Courtet
Président


Jean-Baptiste Maître
Chancelier d'État

Annexes :

- projet de modification partielle de la loi concernant les subsides de formation ;
- tableau comparatif avec commentaires.

Loi concernant les subsides de formation

Projet de modification du

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

arrête :

I.

La loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation¹⁾ est modifiée
comme il suit :

Article 22 (nouvelle teneur)

Art. 22 Aucun subside ne peut être octroyé si la personne en formation est
âgée de plus de cinquante ans au moment du début de la formation.

Article 40a (nouveau)

Disposition
transitoire
relative à la
modification du...

Art. 40a L'ancien droit reste applicable à l'octroi des subsides de formation
concernant les années de formation antérieures à l'entrée en vigueur de la
modification dude la présente loi.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Delémont, le

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président :

Le secrétaire :

Yann Rufer

Fabien Kohler

¹⁾ RSJU 416.31

Loi concernant les subsides de formation (RSJU 416.31)

Tableau comparatif

Texte actuel	Projet de modification	Commentaire
<p>Art. 22</p> <p>¹Aucun subside ne peut être octroyé si la personne en formation est âgée de plus de trente-cinq ans au moment du début de la formation.</p> <p>² Le Gouvernement peut prévoir des exceptions à l'âge limite, notamment en cas de reconversion professionnelle. Le subside peut alors être octroyé sous forme d'un prêt remboursable.</p>	<p>Art. 22 (nouvelle teneur)</p> <p>Aucun subside ne peut être octroyé si la personne en formation est âgée de plus de cinquante ans au moment du début de la formation.</p>	<p>La limite d'âge au moment du début de la formation pour obtenir un subside est fixé à 50 ans. Par début de la formation, on entend le début des études menées pour obtenir une formation initiale (= première formation + perfectionnement jusqu'au niveau Master), mais également toute année de formation débutée après une interruption de plus de 12 mois dans le cursus.</p> <p>Il est ainsi possible d'obtenir un subside pour formation débutée à 49 ans, mais pas à 50 ans. La date du début de la formation et la date d'anniversaire font foi.</p> <p>Au vu de l'augmentation à 50 ans, des exceptions à la limite d'âge ne sont plus pertinentes. Le présent projet prévoit ainsi la suppression de l'alinéa 2. Sur cette base, il sera nécessaire d'abroger également l'article 24 de l'ordonnance d'application de la loi lequel prévoit actuellement une limite à 40 ans dans certains cas spécifiques.</p>
	<p>Art. 40a (nouveau)</p> <p>L'ancien droit reste applicable à l'octroi des subsides de formation concernant les années de formation antérieures à l'entrée en vigueur de la modification dude la présente loi.</p>	<p>Afin de garantir l'égalité de traitement entre les requérants de bourse, l'ancien droit restera applicable aux demandes non encore traitées relatives aux années scolaires qui précèdent l'entrée en vigueur du nouvel article 22.</p>